

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 2 JUILLET 1925.

BUDGET DU MINISTÈRE DES COLONIES POUR L'EXERCICE 1925 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION PERMANENTE DES COLONIES (2),
PAR M. TIBBAUT.

MESSEURS,

Quand la Chambre, dans le but de faciliter la tâche de l'administration africaine, s'est prononcée en faveur de la durée biennale du budget colonial, elle a tenu à sauvegarder le droit de contrôle parlementaire; il a été entendu que la politique coloniale pourrait être discutée à l'occasion de l'examen du budget métropolitain qui reste annuel. L'examen sera rendu sommaire cette année à raison de la situation exceptionnelle créée par la longue crise gouvernementale; et il se limitera forcément à quelques points principaux, dont l'exposé avait été préparé avant la dissolution et qui est repris après adaptation aux circonstances présentes.

Si, la biennialité du budget colonial peut présenter des avantages de simplification, elle n'en révèle pas moins des inconvénients auxquels il faudra remédier. Elle tend à multiplier les crédits supplémentaires, qui deviennent des fragments de budget non coordonnés et qui détruisent l'aspect d'ensemble. Pour connaître la totalité des dépenses, il faudrait se livrer à un travail de compulsion, qui rend le contrôle parlementaire compliqué et pénible. M. le Ministre ne manquera pas de réduire le plus possible cet inconvénient, si toutefois il croit devoir solliciter à l'avenir une application nouvelle du budget biennal.

(1) Budget, n° 43.

(2) Composition de la *Commission permanente des Colonies* : MM. Tibbaut, président, Baels, Branquart, Garton de Wiart, de Béthune, Fischer, Franck, Hubin, Mathieu, Max, Pecher, Piéraud, Sap et Van Hoeylandt.

L'œuvre coloniale progresse avec une rapidité qui fait honneur à l'esprit d'entreprise de la Belgique. Au début, elle semblait effrayer l'opinion publique, qui hésitait devant l'immensité de la tâche; mais elle la domine aujourd'hui par l'évidence de sa portée économique et sociale.

Pour l'apprécier, il ne faut pas s'arrêter aux accidents ou incidents, qui en marquent les étapes et qui sont inévitables dans les entreprises de puissante envergure.

On ne peut pas se le dissimuler, l'obstruction du chemin de fer des cataractes a été une véritable catastrophe, qui a eu un profond retentissement sur toute la vie coloniale.

C'est une leçon, qui montre combien l'imprévoyance ou l'hésitation est redoutable dans les affaires dont le rapide épanouissement touche à l'intérêt public.

Le Gouvernement et la société font de grands efforts pour atténuer les effets de cette crise aiguë et les coloniaux se félicitent, sans doute, de ce que le décret, pris d'urgence, le 12 juin 1925, ait pu supprimer, à partir du 1^{er} juillet, le régime de licence pour le débarquement des marchandises à Matadi et leur réexpédition par chemin de fer vers le Haut-Congo.

Mais les causes de la crise vont-elles disparaître? A cet égard l'inquiétude persiste. Les travaux en cours à la voie ferrée et les installations du port de Matadi suffiront-ils au trafic normal, alors que la vie économique de cet immense continent prend un élan irrésistible? Il faudrait, dès maintenant, dit-on, pour conjurer une nouvelle crise, une capacité de transport mensuelle de quinze mille tonnes, avec des installations de déchargement appropriées, alors qu'elle n'atteint que onze mille tonnes; et l'on montre l'engorgement se produisant toujours à Matadi comme à Kinshassa, et les bateaux subissant des surestaries par l'obligation d'attendre leur tour de déchargement.

La Société « Manucongo », qui collabore avec les Sociétés de chemins de fer et de navigation, explique, dans une lettre du 13 juin 1925, adressée à l'Association des Intérêts coloniaux belges, les causes des retards dont se plaignent les commerçants. Elle cite, comme « cause initiale, la crise des transports et l'insuffisance des installations actuelles dans les ports du Bas-Congo » et elle l'explique comme suit : « 1° L'accumulation à Kinshassa de produits en stock exposés aux intempéries, entraîne une détérioration rapide des emballages; de ce fait, le chemin de fer n'évacue généralement que des marchandises à emballage détérioré, » puisque, entre deux expéditions, les sacs ou paniers ont le temps d'être attaqués ».

C'est une situation pénible, qui ne peut se prolonger. Aussi, les coloniaux, se préoccupant plus encore de l'avenir, se demandent-ils si les solutions en voie d'exécution suffiront à supprimer les causes de l'obstruction; ils voudraient voir se réaliser le plus tôt possible l'établissement à double voie et l'électrification de l'exploitation.

Il serait oiseux d'insister ici sur les desiderata des intéressés qui sont directement aux prises avec les défauts de l'outillage colonial. Ils sont en contact direct avec le Ministre des Colonies par leurs organes officiels et officieux, et ils sont ainsi mis en état de lui assurer une collaboration qui est tout à l'avantage de la Colonie.

L'Association des Intérêts coloniaux belges, l'Union coloniale par ses divers

sections. le Comité permanent des Congrès coloniaux, tous ces organismes, qui étudient les problèmes sous les points de vue théorique et pratique, ont des relations suivies avec son Département, qui demande souvent leur concours spécial pour la solution de questions d'intérêt général; c'est ainsi que fut constituée la Commission chargée d'étudier les problèmes importants des transports et de la main-d'œuvre au Congo.

C'est un progrès marqué qui aura sa répercussion sur l'Administration africaine elle-même. Il n'est pas douteux que, jadis, il se rencontrait des fonctionnaires, qui se tenaient trop éloignés des colons, qui rendaient l'accomplissement de leur tâche difficile par l'indifférence, la défiance et le formalisme stérile. Tout comme les coloniaux en Europe doivent être les collaborateurs du Ministre, les fonctionnaires d'Afrique doivent être les collaborateurs des coloniaux, commerçants, industriels, missionnaires; leur responsabilité morale est même engagée dans le succès des entreprises coloniales, et le Gouverneur Général M. Lippens a eu le courage de l'affirmer.

La politique coloniale a subi une heureuse évolution. Elle est devenue plus élevée dans sa conception et plus réaliste dans ses moyens.

Un à un tous les préjugés se sont dissipés, tant dans l'administration que dans l'opinion publique. On a compris que, pour mener à bien une vaste entreprise coloniale, la Métropole doit prêter un large concours financier, qui en hâte la mise en valeur. On a compris aussi que, si la Métropole engage sa responsabilité en traçant les grandes lignes du programme colonial, d'outillage et de politique indigène, les mesures d'exécution doivent appartenir à l'autorité africaine, plus en contact avec la réalité. Le principe d'une saine décentralisation n'est plus méconnu, mais il doit pénétrer plus avant dans la pratique; il faut que les divers gouvernements africains aient leur budget propre, non seulement pour les dépenses mais aussi pour les recettes et il faut que le gouvernement général trouve dans une indépendance relative le sentiment de sa responsabilité et le courage de l'initiative. Dans ces conditions tous les facteurs peuvent travailler avec harmonie; et on ne risquera plus de voir l'action gouvernementale se mettre en retard sur l'élan de l'initiative privée au point de la retenir et de la contrecarrer.

Au chemin de fer du Bas-Congo se rattache le transport sur le Haut-Fleuve. Ce service a été unifié par la société « Unatra », qui fusionne les lignes de navigation « Citas » et « Sonatra ». C'est un service public exploité par une entreprise privée, sous le contrôle et avec la collaboration de la Colonie. Le Gouvernement ne manquera pas d'user de ses moyens d'action. Il faut que tous les biefs navigables, même aux extrémités des rivières, soient desservis avec régularité que les tarifs ne soient pas prohibitifs; sinon des territoires immenses seraient refermés, au grand détriment de l'ensemble de la Colonie. Des critiques ont surgi sur ce point; le Gouvernement saura y fixer son attention et éclairer le Parlement.

Il serait superflu de parler ici des autres moyens de transport dont la création ou l'amélioration sont dans le programme du Gouvernement; le chemin de fer du Mayombe, dont la rectification et la prolongation s'imposent avec l'espoir d'un raccordement avec le chemin de fer de Brazaville à Pointe-Noire; le chemin de fer du Bas-Congo au Katanga, dont les travaux vers le nord semblent subir du retard par le ralentissement du transport du matériel; — le chemin de fer de

Stanleyville aux mines de Kilo et vers le Haut-Nil, qui dénouera l'activité minière et mettra la colonie en rapport avec les hautes régions de l'élevage; les chemins de fer vicinaux du Congo, qui bientôt draineront les richesses du Bas-Onellé, et l'extension à d'autres régions, pourra rendre d'importants services.

Tous ces travaux d'outillage sont essentiels et doivent être hâtés dans l'intérêt non seulement de la colonie, mais aussi de la Belgique. Elle doit y trouver une source féconde de richesses propre à alimenter sa vie économique, à accroître son indépendance à l'égard des marchés étrangers, à activer son commerce et son industrie, et à soutenir son change.

Il ne faut pas que les difficultés financières dans lesquelles l'après-guerre a placé la Belgique en retarde l'exécution. Ils doivent être rangés parmi les travaux immédiatement indispensables dont l'exécution trouve grâce devant la Déclaration gouvernementale du 23 juin 1925, postposant, avec raison, les autres dépenses de premier établissement jusqu'à la consolidation de la Trésorerie.

. . .

Le Gouvernement n'aura pas manqué de porter son attention sur deux solutions, qui pourraient faciliter l'exécution du programme d'outillage colonial, mais qui, on ne peut le contester, suscitent des objections.

. . .

La colonie ne peut-elle, pour soulager la Belgique, et sans affaiblir sa capacité d'emprunter, recourir à son propre crédit? Elle dispose d'un portefeuille dont la valeur en Bourse dépasse le milliard et ne cesse de gagner en importance. Elle n'éprouverait aucune difficulté pour emprunter tous les capitaux qui sont nécessaires à son outillage. Or l'emprunt, en saine théorie, est justifié pour des travaux productifs; il a été pratiqué dans ces limites par l'État belge sans jamais rencontrer de contradiction.

On ne voit pas comment l'indépendance de la colonie pourrait en être affectée, même dans un lointain avenir; car elle se défendra d'autant plus efficacement aux yeux du monde qu'elle fera preuve de plus de vitalité et qu'elle forcera davantage l'admiration par la rapidité de son épanouissement. La colonisation, qui amène au courant économique universel plus de richesses et qui les fait servir à la fois au bien-être des indigènes et à l'activité mondiale, remplit sa mission et trouve sa pleine légitimation.

. . .

Il est un autre problème qui se pose depuis longtemps et dont l'examen a subi des retards regrettables: l'utilisation des paiements en nature, qui peuvent être faits par l'Allemagne pour se libérer de sa dette.

Il n'est personne qui se résignerait à y renoncer purement et simplement. Ce n'est pas lorsqu'on succombe sous la charge financière qu'on abandonne ses créances.

Sans doute le recouvrement, sous quelque forme qu'il se fasse, peut présenter des inconvénients. Même s'il se fait en numéraire, il peut influencer défavorable-

ment notre industrie, parce qu'il suppose la vente par le débiteur de marchandises qui lui feront concurrence sur les marchés étrangers.

N'est-il pas préférable d'accepter à titre gratuit des marchandises, dont on usera au mieux de l'intérêt national, plus spécialement de l'intérêt colonial, et dont on peut régler l'emploi avec la préoccupation de gêner le moins possible notre propre industrie ?

Il est des fabricats, qui appartiennent en monopole à l'étranger et qui n'entrent pas en lutte avec les nôtres. On peut en demander de préférence la livraison. Mais même pour les fabricats, tels que ceux qui sont destinés à la superstructure des voies ferrées et qui font la concurrence à notre industrie, ils peuvent être reçus dans des conditions qui ne blessent pas le travail national.

Le programme des travaux publics est limité étroitement par la capacité financière. Tout ce qui la dépasse échappe donc à l'activité nationale. Mais si, au delà de ces limites qui ne peuvent pas être franchies pour des achats, il est des fabricats, qui sont remis, à titre gratuit, à la Belgique et qui ne diminuent en rien la part réservée à l'industrie belge, de quoi se plaindrait-elle ?

Sans doute la mise en œuvre du matériel absorbera-t-elle une partie des crédits disponibles ; mais rien n'empêcherait de le garder en réserve, si son emploi immédiat diminuait momentanément les sommes nécessaires pour payer les commandes à faire en Belgique. Mais son utilisation est commandée par l'intérêt même de la colonie, dont la puissance économique viendra soutenir l'activité industrielle. Celle-ci se développe dans la mesure de l'outillage d'un pays ; et, si, par un coup de baguette magique, le Congo pouvait se réveiller de sa léthargie séculaire et se dresser tout équipé à l'instar de nos pays industriels, il serait un marché inépuisable pour nos produits industriels et manufacturés.

Repousser les livraisons gratuites, ce serait renoncer à une richesse qui peut être utilisée avantageusement, ce serait ralentir le développement de la Colonie et nuire à l'avenir industriel de la Belgique.

Ce n'est que bien tardivement, et avec une excessive modération, que le Gouvernement a pris une résolution. Dans le Congrès de la Chambre de Commerce Internationale, le Rapporteur, M. S. Parker Gilbert, agent général des Paiements des Réparations, et Président du Comité des Transports, a exprimé l'espoir de voir les paiements en nature jouer un rôle plus important dans les réparations, et il a donné, suivant les journaux, les indications suivantes sur les demandes belges :

« Pour la Belgique, un contrat porte sur l'installation d'un dock flottant et de » remises pour matériel de chemin de fer au Congo belge ; un autre contrat prévoit la construction de vingt-cinq barges d'un coût total de 2 1/2 millions de » marcks-or. »

Il serait à souhaiter que M. le Ministre puisse donner des précisions à ce sujet et fasse connaître à la Chambre sa politique en matière de paiements en nature.

* * *

La législation fiscale qui régit la colonie se présente dans un état de véritable confusion. A la suite de propositions, qui ont été présentées puis retirées, il y a doute sur le point de savoir quelles sont celles qui sont encore en vigueur.

La Charte coloniale a créé la séparation de l'actif et du passif de la Colonie et de la Métropole, et la première législation établissant l'impôt sur le revenu avait assimilé au revenu étranger le revenu des entreprises coloniales ; elle ne l'atteignait que par une taxe mobilière de 2 p. c. , élevée plus tard à 4 p. c.

Le Gouvernement, après avoir établi formellement que les entreprises coloniales échappaient à la législation fiscale belge, est revenu sur cette conception pleinement justifiée et a prétendu appliquer à la Colonie le régime fiscal belge.

Ces propositions, sur le sort desquelles il n'a pas encore été statué, méconnaissent l'intérêt colonial. D'abord, il semble logique de laisser à la Colonie la matière fiscale qui lui est propre et de lui donner à cet effet une législation qui puisse atteindre les entreprises des étrangers aussi bien que les entreprises des Belges. Si le droit belge doit frapper les revenus coloniaux, il n'atteindra pas ceux que touchent les étrangers et il faudra leur appliquer une législation spéciale, que ceux-ci déclareront contraire au régime de l'égalité. Ensuite, il y a tout intérêt à encourager l'investissement de capitaux dans la Colonie ; et, à cet effet, il convient d'atteindre plus légèrement les revenus des obligations et les bénéfices constitués en réserve. Les aléas coloniaux justifient plus de prudence. Il faut consolider l'avenir des entreprises en y affectant largement les bénéfices. C'est les affaiblir que de contrecarrer fiscalement leur affectation à des buts de prévoyance.

M. le Ministre désirera, sans doute, donner à la question fiscale une solution conforme aux vœux des coloniaux ; elle ne peut nuire aux intérêts de la Métropole qui trouvera dans la prospérité coloniale un soulagement financier.

Politique sociale.

Les idées coloniales ont progressé au point qu'elles ont porté à l'avant-plan le souci de la politique sociale. La ruée économique l'avait fait perdre quelque peu de vue, et elle place, aujourd'hui, la colonie devant le problème redoutable du développement de la population.

La population ne progresse pas : elle recule disent les uns ; d'autres ajoutent qu'elle est menacée d'extinction, si on ne prend des remèdes énergiques. Un savant docteur a posé le dilemme dans les termes suivants : « Ou stagnation de » la colonie avec indigènes, ou grand essor temporaire avec la disparition des » indigènes, c'est-à-dire, avec une catastrophe finale en perspective ».

On peut admettre que le désir d'imposer à l'attention une vérité, a fait prendre à son expression une forme trop condensée. Mais il n'en est pas moins vrai qu'elle présente un caractère de gravité exceptionnelle ; et ce serait méconnaître la haute mission de la colonisation, tant au point de vue humanitaire qu'au point de vue économique, que de ne pas faire concourir tous les efforts pour la solution du problème.

Les coloniaux eux-mêmes y sont le plus intéressés et s'en préoccupent aujourd'hui vivement. La commission nommée par le gouvernement pour l'étude de la question de la main-d'œuvre a fait une étude très attentive de la situation. Elle indique les causes diverses, dont les principales sont le manque d'hygiène et le recrutement peu ordonné des travailleurs, avec les mauvaises conditions du déplacement et de la concentration.

On peut dire que si l'on connaît le mal, c'est le premier pas dans la voie de la guérison. Aussi est-on d'accord sur l'application d'une série de mesures qui sont recommandées avec beaucoup de sagacité par la commission de la main-d'œuvre, mesures sanitaires, organisation du recrutement et du transport de la main-d'œuvre, etc.

Mais il ne suffit pas de protéger la population contre les dangers divers qui en menacent le développement, il faut aller plus loin et pousser l'intervention jusqu'à l'assistance sociale qui l'aide à se relever au point de vue économique et moral.

C'est un fait d'expérience, le premier contact des peuples civilisés avec la race noire semble lui faire perdre son caractère prolifique ; mais il n'en est rien ; et il suffit d'une adaptation judicieuse de leurs conditions d'existence au nouveau régime pour que le noir se multiplie avec une rapidité qui paraît parfois dangereuse ; c'est ainsi que l'Afrique du Sud et les États-Unis parlent aujourd'hui du péril noir.

La preuve en est faite aussi au Congo. Alors que les enfants disparaissent presque complètement dans les camps de travailleurs formés autour des principales villes, ils se montrent nombreux autour des missions.

Dans la chefferie des Kisantu occupée par la Mission des Pères Jésuites, il y a

1	famille catholique avec 10 enfants en vie,		
1	»	»	9
4	familles catholiques	»	8
8	»	»	7
20	»	»	6
51	»	»	5
53	»	»	4

soit 138 familles catholiques avec 694 enfants en vie ; et les autres ménages catholiques étaient au nombre de 258 avec 431 enfants en vie.

C'est la résurrection d'une contrée menacée de mort par la maladie du sommeil.

A coup sûr, la promiscuité et l'immoralité portent une grande part de responsabilité dans la stérilité momentanée ; mais, à l'intérieur du pays, d'autres causes permanentes agissent avec une grande intensité.

Quand les hommes valides sont arrachés aux villages en trop grand nombre par le recrutement, l'alimentation elle-même en est affectée. La chasse, la pêche et la culture n'ont plus assez de bras pour suffire aux besoins des familles, et la santé publique en éprouve le contre-coup.

Il n'est pas douteux que les aliments azotés font défaut, et le Gouverneur général, M. Lippens, disait avec raison que ce qui manque le plus à la Colonie, c'est la viande fraîche.

On pourrait ajouter que ce qui manque encore davantage, c'est le lait ; et les conséquences en sont désastreuses pour la natalité et la mortalité infantile.

Jadis, il arrivait souvent que l'enfant était enterré vivant avec sa mère, lorsqu'elle venait à décéder peu après la naissance. On ne disposait pas du lait indispensable au premier âge.

Aujourd'hui, on apporte, parfois tardivement, le nouveau-né aux missions qui le soutiennent avec le lait du bétail.

Bien plus, le souci de répondre aux besoins de l'allaitement a introduit dans les familles des pratiques qui ralentissent la natalité; la mère, obligée de nourrir l'enfant, retarde le sevrage jusqu'à ce que l'enfant puisse prendre les aliments solides; elle vit ainsi séparée de son époux pendant trois ou quatre ans, de là des naissances espacées.

Pour réagir contre ces habitudes familiales il faut modifier le milieu économique, et c'est ainsi que les missions essaient partout de pratiquer à la fois la culture vivrière et l'élevage du bétail. Cet exemple a été suivi avec succès par les grandes sociétés industrielles, qui créent des fermes de culture et d'élevage; au surplus, il se constitue, notamment au Katanga, de puissantes sociétés d'élevage, qui ne se contenteront pas d'alimenter le Congo, mais qui peuvent encore l'enrichir en en faisant plus tard un centre d'exportation de viande.

Mais la situation alimentaire ne deviendra normale au Congo que lorsque l'indigène deviendra lui-même un producteur autonome.

Il faut l'assister en lui donnant des outils perfectionnés et en établissant une collaboration avec les blancs qui peuvent venir à son secours avec les instruments mécaniques de défrichement et de labour. Les colons, qui l'aident, lui rendent le plus grand service et créent une disponibilité de main-d'œuvre qu'ils peuvent utiliser pour leurs propres entreprises. La collaboration des colons et des indigènes peut prendre les formes les plus diverses, en s'inspirant, soit du métayage, soit de la réciprocité des services, qui caractérisent dans nos pays les régions de petite culture.

La Tunisie a été colonisée grâce au contrat de la *mgharça* qui utilise le concours des indigènes en leur assurant un salaire de base avec le partage par moitié de la propriété après sa mise en valeur. Il serait à souhaiter que les diverses formules de collaboration fussent étudiées et que leur application fut encouragée.

L'évolution des populations sauvages peut être rapide, à la condition que le cadre juridique de la vie sociale s'adapte à la création des richesses économiques et à leur utilisation pour le bien-être familial.

La société indigène du Congo était basée généralement sur la destruction de la richesse. Il n'y avait d'autre propriété privée que les femmes, le bétail et les objets d'usage personnel tels que ustensiles de ménage, étoffes et mobilier. La richesse que ces biens formaient, constituait souvent un danger pour ses possesseurs. Les tribus voisines la menaçaient de pillages, les féticheurs, sous des prétextes divers, la confisquaient en condamnant les propriétaires à l'épreuve mortelle du poison, les enfants le plus souvent n'en héritaient pas, étant écartés par les oncles maternels, et l'avoir délaissé, à l'exception des femmes et du bétail, était détruit sur la tombe du défunt.

C'était le régime de l'appauvrissement systématique et de la misère générale. Il excluait l'effort, l'épargne et le bien-être, qui doivent créer des conditions de vie compatibles avec la dignité humaine.

Pour ouvrir la voie du progrès, il faut faire évoluer le milieu économique et le cadre social.

C'est la conclusion à laquelle arrivent tous ceux qui étudient objectivement les

questions coloniales. C'est la conclusion de la Section coloniale du Congrès de Malines de 1909, des Journées coloniales de 1912, et du Comité permanent des Congrès Coloniaux qui vient de publier un véritable traité sur la politique sociale.

L'évolution, si elle est favorisée méthodiquement, peut prendre une vive allure. L'annuaire des Missions Catholiques au Congo belge pour 1924 en fait la preuve. Il donne des renseignements détaillés sur l'activité sociale des diverses missions et sur les résultats obtenus, répondant ainsi au but visé par la Société d'assistance sociale au Congo, qui avait été créée à la suite des Journées Coloniales de 1912 et qui avait répandu dans la Colonie un questionnaire sur les œuvres pratiquées pour le relèvement des indigènes.

Il existe autour des missions non seulement des écoles, des infirmeries, des hôpitaux, mais aussi des cultures vivrières, des centres d'élevage, des caisses d'épargne, des œuvres de maternité, des gouttes de lait, tout cet ensemble d'institutions sociales, qui, même en Belgique, soutiennent les familles des travailleurs, et qui soutiennent la civilisation qu'on veut étendre à la race noire.

Dès maintenant, on voit se former des artisans autonomes ainsi que des cultivateurs et des éleveurs indépendants, qui donneront à l'agriculture indigène une puissante impulsion et qui feront éclater le cercle étroit des us et coutumes étouffant l'initiative et le progrès. Avec le milieu économique évolue aussi le régime juridique des familles. La propriété privée commence à servir à la stabilité des familles et c'est ainsi que l'annuaire des Missions catholiques signale des pères, qui ne se contentent pas de verser leurs économies dans les caisses d'épargne, mais qui les placent directement, en partie, au nom de leur femme et de leurs enfants, constituant ainsi un avoir patrimonial échappant à la destruction ou à la possession des oncles maternels, héritiers traditionnels.

C'est, comme on le voit, la lente pénétration dans le droit indigène, du droit européen, plus compatible avec la prospérité générale et le bien-être des familles. On voit ainsi se renouveler la conquête pacifique que fit dans les Gaules le droit romain représenté par le code justinien. Il se juxtaposa au droit barbare représenté par le code d'Alaric pour finir par le dominer, et il prépara la voie à la civilisation.

Pour opérer cette transformation, il faut une action persévérante sur l'activité et la mentalité des indigènes, qu'il faut convier à une vie morale et sociale supérieure, et on est unanime aujourd'hui pour reconnaître que les missionnaires belges sont bien placés pour assumer cette lourde tâche.

Ils sont, avec leurs collaborateurs blancs, plus de mille, répandus dans toute la Colonie, et s'appuyent sur des aides noirs qui multiplient leur action sur les familles indigènes.

D'autres groupements de belges se sont formés pour l'assistance des noirs : la Croix Rouge du Congo, l'Union des Femmes coloniales, le Comité National pour le développement de l'enseignement au Congo, etc.

Il y a intérêt à soutenir toutes ces œuvres, en mesurant le subsidie à l'importance de chaque service spécial. Elles sont autant de points d'appui pour le maintien de l'ordre, menacé en Afrique par des idées subversives telles que le Kibangisme ; et elles maintiennent la prédominance de la pensée belge dans un

continent, soumis à des influences diverses que les indigènes sont tentés parfois de considérer comme des manifestations de puissances étrangères se plaçant à côté et au-dessus des autorités légitimes.

Le Gouvernement, en soutenant résolument l'action sociale dans ses divers facteurs, la mettra en état d'atténuer les effets blessants que présente la rapide pénétration économique et la fera mieux servir au relèvement des indigènes. Il donnera à la colonisation une haute portée humanitaire.

*
*
*

L'œuvre coloniale est une grande œuvre nationale qui, de plus en plus, justifie le concours d'une élite.

Le voyage du Prince Léopold, tout comme jadis le voyage du Prince Albert, rend le précieux service d'y fixer l'attention des familles qui cherchent pour leurs enfants des carrières honorables et utiles. Le pays tout entier l'accompagne de ses vœux et de ses sympathies.

Le moment semble venu d'élever à la grande épopée coloniale un monument digne de Léopold II et de ses énergiques collaborateurs, les pionniers africains, les soldats, les missionnaires, les ingénieurs, les commerçants et les industriels. C'est ce que veut réaliser M. le Ministre des Colonies en faisant écrire une histoire d'ensemble, envisageant tous les aspects de notre action sur la terre d'Afrique, qui est comme le prolongement de la terre de Belgique.

La Commission spéciale a l'honneur de proposer à la Chambre de voter le Budget métropolitain.

Le Président-Rapporteur,

EM. TIBBAUT.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 2 JULI 1925.

BEGROOTING VAN HET MINISTERIE VAN KOLONIËN VOOR HET DIENSTJAAR 1925 (1).

VERSLAG

NAMENS DE BESTENDIGE COMMISSIE VOOR DE KOLONIËN (2)
UITGEBRACHT DOOR DEN HEER **TIBBAUT**.

MIJNE HERREN,

Toen de Kamer, met het doel de taak van het bestuur in Afrika gemakkelijker te maken, haar voorkeur uitsprak voor eene tweejarige koloniale begrooting, stelde zij er prijs op, het parlementair controlerecht te handhaven; er werd overeengekomen dat de koloniale politiek zou mogen besproken worden ter gelegenheid van de behandeling van de begrooting van het moederland, die zooals voorheen jaar voor jaar opgemaakt wordt. Wegens den uitzonderings-toestand door de langdurige regeeringscrisis in het leven geroepen, zal dit jaar die behandeling minder grondig zijn en zal zij zich noodzakelijkerwijs beperken bij enkele hoofdpunten, waarvan de uiteenzetting reeds werd voorbereid voordat de ontbinding werd uitgesproken en die thans, aangepast bij de huidige omstandigheden, weder in overweging wordt gegeven.

Zoo de tweejarige koloniale begrooting voordeelen kan opleveren wat den eenvoud betreft, doet zij niettemin bezwaren oprijzen welke dienen verholpen. Zij heeft voor gevolg de hoeveelheid te vermeerderen van de aanvullende kredieten, welke onsamenhangende onderdeelen worden van de begrooting en den samenhang er van onduidelijk maken.

Om het totaal der uitgaven te kennen, zal men zich moeten overleveren aan allerlei raadplegingen en vergelijkingen, waardoor het parlementair toezicht ingewikkeld en lastig wordt. Dit bezwaar zal de geachte Minister zeker zooveel

(1) Begrooting n^o 4x.

(2) Samenstelling van de *Bestendige Commissie voor de Koloniën*: de heeren Tibbaut, voorzitter, Baels, Branquart, Carton de Wiart, de Béthune, Fischer, Franck, Hubin, Mathieu, Max, Pecher, Piérard, Sap en Van Hoeylandt.

mogelijk verhelpen, indien hij althans in de toekomst opnieuw de toepassing meent te moeten aanvragen van de tweejarige begrooting.

Het koloniaal werk gaat voort met eene snelheid die den Belgischen ondernemingsgeest tot eer strekt. Bij den aanvrag scheen het de openbare meening af te schrikken ; de ontzaglijke omvang van wat er te doen was bracht haar tot aarzelen : thans is zij haar taak meester omdat zij overtuigd is van de beteekenis der Kolonie op economisch en maatschappelijk gebied.

Om deze beteekenis naar waarde te schatten hoeft men niet stil te blijven bij de ongevallen of voorvallen die er de verschillende stadia van duidelijk maken en die trouwens onvermijdelijk zijn bij ondernemingen van verstrekkenden omvang.

Men hoeft het zich niet te ontveinzen : de belemmering van den spoorweg der watervallen was een echte ramp, die op gansch het koloniale leven een diepen terugslag hebben moest.

Het mag eene les genoemd worden, waaruit blijkt dat het gebrek aan vooruitzicht of de aarzeling te duchten is in zaken waarvan een spoedige opbloeiing verband houdt met het openbaar belang.

De Regeering en de maatschappij doen het mogelijke om de uitwerkselen van die scherpe crisis te verzachten en de kolonialen verheugen zich ongetwijfeld in het feit dat het op 12 Juni 1925 bij hoogdringendheid uitgevaardigd decreet van 1 Juli af een einde heeft kunnen maken aan het stelsel van vergunningen voor het lossen der goederen te Matadi en hunne wederopzending per spoor naar den Boven-Congo toe.

Zullen echter de oorzaken der crisis verdwijnen ?

Dienaangaande blijft men ongerust.

Zullen de aan den gang zijnde spoorwegwerken en de haveninrichtingen te Matadi volstaan voor het normaal verkeer, terwijl het economische leven van dat onmetelijk vasteland een onweerstaanbare vlucht neemt ?

Om een nieuwe crisis te voorkomen zou, van nu af aan, zegt men, een maandelijksch vervoervermogen noodig zijn van vijftien ton, met de daartoe geschikte lossingsinrichtingen, terwijl het thans slechts elf duizend ton bereikt ; en men wijst op de belemmering die zich steeds voordoet te Matadi, en te Kinshassa, en op de booten die steeds overligdagen moeten betalen, omdat zij moeten wachten op hunne beurt om gelost te worden.

De vennootschap « Manucongo », die samenwerkt met de Maatschappij der Spoorwegen en Scheepvaart, geeft in een brief van 13 Juni 1925 aan de « Association des Intérêts coloniaux belges », de oorzaken te kennen van de vertrageningen waarover de kooplieden klagen. Als grondoorzaak, vermeldt zij : « de vervoer-crisis en de ontoereikendheid der huidige inrichtingen van de havens van Beneden-Congo » en zij legt die uit als volgt : « 1° De ophooping te Kinshassa van voorraad-producten, blootstaande aan weer en wind, heeft een spoedig bederf der verpakking voor gevolg ; uit dien hoofde zendt de spoorweg doorgaans slechts goederen met geschonden verpakking op, aangezien, tusschen twee verzendingen, de zakken of manden den tijd hebben aangetast te worden ».

Dat is een betreüenswaardige toestand die niet kan voortduren. De kolonialen, die zich om de toekomst bekommeren, vragen zich dan ook af of de

oplossingen die men aanwendt, zullen volstaan om de oorzaken der belemmering uit den weg de ruimen; zij zouden ten spoedigste het dubbele spoor willen zien tot stand komen, evenals de electricatie van het bedrijf.

Het ware nutteloos aan te dringen op de wenschen der belanghebbenden die rechtstreeks te kampen hebben met de moeilijkheden voortspruitende uit de gebreken van de koloniale toerusting. Zij staan, door hunne officieele en officieuze organismen in rechtstreeksche voeling met den Minister van Koloniën, en aldus verkeerden zij in de mogelijkheid om hem een medewerking te verstrekken die de kolonie enkel ten goede kan komen.

De « Association des Intérêts coloniaux belges », de « Union Coloniale » met haar verschillende afdelingen, het Bestendig Comité der Koloniale Congressen, al die organismen, die de vraagstukken bestudeeren én uit theoretisch én uit praktisch oogpunt, staan in voortdurende betrekking met zijn Departement, dat dikwijls hunne bijzondere medewerking vraagt om de kwesties van algemeen belang op te lossen: aldus kwam de Commissie tot stand welke belast is met het bestudeeren van de belangrijke vraagstukken van het vervoer en van de arbeidskrachten in Congo.

Dit is een bepaalde vooruitgang die zijn terugslag hebben zal op het Afrikaansch beheer zelf. Het is niet te betwijfelen dat er eertijds ambtenaren gevonden werden die zich te ver op afstand hielden van de kolonisten, waardoor hun taak werd bemoeilijkt, nl. door de onverschilligheid, het wantrouwen en het onvruchtbare formalisme. Evenals de kolonialen in Europa de medewerkers moeten zijn van den Minister, moeten de ambtenaren in Afrika de medewerkers zijn van de kolonialen, kooplieden, industrieelen, missionnarissen; hun moreele verantwoordelijkheid is zelfs betrokken in het welslagen der koloniale ondernemingen en de Gouverneur Generaal Lippens had den moed zulks te bevestigen.

De koloniale politiek onderging een heilzame evolutie. Zij is, wat haar opvatting betreft, meer verheven geworden en, wat betreft hare middelen, meer realistisch.

Één voor één verdwenen al de vooroordeelen, zoowel in het beheer als in de openbare meening. Men heeft begrepen dat, om een omvangrijke koloniale onderneming tot een goed einde te brengen, het noodig was dat het Moederland ruimschoots geldelijk tussenkomt, waardoor de inbedrijfstelling bespoedigd wordt. Men heeft ook begrepen dat, indien het Moederland hare verantwoordelijkheid op zich neemt door de groote lijnen van het koloniaal programma aan te geven, aangaande de toerusting en de politiek tegenover de inboorlingen, de uitvoeringsmaatregelen al meer en meer moeten behooren aan de Afrikaansche overheid, die dichter in voeling is met de werkelijkheid. Het beginsel van een gezonde decentralisatie wordt niet meer miskend, doch het moet meer in de praktijk doordringen; het is noodig dat de verscheidene Gouvernemen ten in Congo hunne eigen begroeting hebben, niet alleen voor de uitgaven, maar ook voor de ontvangsten, en het is noodig dat het algemeen bewind in een betrekkelijke onafhankelijkheid haar verantwoordelijkheidsgevoel en haar ondernemingsgeest vinde. Onder deze omstandigheden zullen al de factoren in overeenstemming kunnen samenwerken, en men zal niet meer het gevaar loopen dat de gouvernementeele actie het privaat initiatief achterna komt in zoover dat zij het weerhoudt en in den weg staat.

Met den spoorweg van Boven-Congo staat het vervoer op den bovenstroom in verband. Die dienst werd eengemaakt door de vennootschap « Unatra » die de scheepvaartlijnen « Citas » en « Sonatra » samenbracht. Dat is een openbare dienst die wordt geëxploiteerd door een private onderneming, onder de controle en met de medewerking van de Kolonie. De Regeering zal niet nalaten tusschenbeide te komen met de middelen waarover zij beschikt. Het is noodig dat al de bevaarbare vakken, zelfs op de uiteinden van de rivieren, geregeld bediend wezen en dat de tarieven niet werend werken; zooniet zouden onmetelijke grondgebieden gesloten blijven, tot groote schade van gansch de Kolonie. Dienaangaande kwam kritiek tot uiting; de Regeering zal er hare aandacht willen aan schenken en de Kamers op de hoogte brengen.

Het ware overbodig hier te spreken over de andere middelen van vervoer, waarvan de inrichting of de verbetering tot het programma der regeering behooren: de spoorweg van Mayumbe waarvan de rechtekking en de verlenging volstrekt noodig worden bevonden, met de hoop dat hij zal worden verbonden met den spoorweg van Brazaville naar Pointe-Noire; de spoorweg van Beneden-Congo naar Katanga, waarvan de werken noordwaarts vertraging schijnen te ondergaan wegens de vertraging in het vervoer van het materieel; — de spoorweg van Stanleyville naar de mijnen van Kilo en Moto en naar den Boven-Nijl, dat het mijnbedrijf zal vertiendubbelen en de Kolonie in betrekking zal stellen met de hoge streken welke aan veekweek doen; de buurtspoorwegen van Congo, die weldra de schatten van Beneden-Ouëlle zullen aanvoeren, en waarvan de uitbreiding naar andere streken belangrijke diensten zal bewijzen.

Al die toerustingswerken zijn van hoofdzakelijk belang en moeten worden bespoedigd in het belang niet alleen van de kolonie maar ook van België; het moet er een vruchtbare bron van rijkdommen in vinden, welke zijn economisch leven kunnen ten goede komen, zijn onafhankelijkheid tegenover de buitenlandsche markten versterken, zijn handel en nijverheid bevorderen en zijn wisselkoers bestendigen.

Het mag niet dat de geldelijke moeilijkheden waarin de na-oorlog België heeft geplaatst, de uitvoering ervan vertrage. Zij moeten gerangschikt worden onder de ommiddellijk noodige werken, waarvan de uitvoering ingewilligd wordt door de regeeringsverklaring van 23 Juni 1923, die terecht de andere uitgaven van eerste inrichting uitstelt tot wanneer de geldelijk toestand zal verbeterd zijn.

. . .

De regeering zal niet nagelaten hebben hare aandacht te schenken aan twee oplossingen, die de uitvoering van het programma tot koloniale toerusting kunnen bevorderen, doch die, men kan het niet betwisten, bezwaren deden opperen.

. . .

Kan de Kolonie, om België's lasten te verminderen en zonder haar leenvermogen te verzwakken, geen toevlucht nemen tot haar eigen krediet? Zij heeft een portefeuille welke op de beurs meer dan één milliard waard is en steeds toeneemt. Zij zou niet de minste moeite hebben, wilde zij al de kapitalen ontleenen, noodig voor haar toerusting. Welnu, volgens de gezonde theorie, is de

leening gewettigd om productieve werken tot stand te brengen; binnen die grenzen werd zij door den Belgischen Staat aangewend zonder ooit op tegenspraak te stuiten.

Men ziet niet in hoe de onafhankelijkheid van de Kolonie daardoor zou kunnen verminderen, zelfs in een verre toekomst; want in de oogen van de wereld zal zij zich des te beter verdedigen, dat zij bewijzen van meer levenskracht zal geven en de bewondering zal afdwingen door de snelheid waarmede zij zich ontwikkelt. De kolonisatie, die op de wereldmarkt meer rijkdommen aanbrengt en deze gebruikt tegelijk voor 't welzijn van den inboorling en ten behoeve van de algemeene bedrijvigheid, vervult haar rol en wettigt haar bestaan.

* . *

Een ander probleem blijft sedert langen tijd, hoe betreuenswaardig dit ook zij, onopgelost: wij bedoelen de betalingen *in natura*, die door Duitschland kunnen worden aangewend tot aanzuivering zijner schuld.

Niemand zal er in berusten er eenvoudig van af te zien. Het is niet als men bezwijkt onder de financieele lasten dat men zijne schuldvorderingen opgeeft.

Gewis, de inning er van, onder welken vorm ook, kan op bezwaren stuiten. Zelfs indien zij in geld geschiedt, kan zij een ongunstigen invloed hebben op onze nijverheid, omdat zij vanwege den schuldenaar den verkoop doet veronderstellen van waren, die op de wereldmarkten met de onze zullen concurreeren. Is het niet verkieslijk te kosteloozen titel koopwaren te aanvaarden, welke men ten beste der nationale belangen zal gebruiken, ten beste inzonderheid van het koloniaal belang, en waarvan men de aanwending kan regelen op de voor onze eigen nijverheid minst nadeelige wijze?

Er zijn fabrikaten waarvan het buitenland het monopolie bezit en die met onze fabricaten niet concurreeren. Men kan bij voorkeur de levering er van vragen. Maar zelfs de fabricaten, zooals degene die bestemd zijn voor den bovenbouw van de spoorwegen en die met onze nijverheid concurreeren, kunnen aangenomen worden onder voorwaarden die den nationalen arbeid niet schaden.

Het programma van de openbare werken houdt innig verband met de financieele mogelijkheden. Al wat deze overschrijdt ontsnapt dus aan 's lands bedrijvigheid. Doch indien er, boven die mogelijkheden die niet kunnen worden overschreden om aankopen te doen, fabrikaten zijn welke te kosteloozen titel aan België worden geleverd en het aan de Belgische nijverheid voorbehoeden deel geenszins verminderen, waarover zouden wij klagen?

Gewis zal de aanwending van het materieel een deel van de beschikbare kredieten opsorpen; doch, niets zou beletten het als voorraad te bewaren, indien de onmiddellijke aanwending er van tijdelijk de sommen zou verminderen welke noodig zijn om de bestellingen te betalen, die in België moeten gedaan worden. Maar de aanwending er van is noodig in 't belang van de Kolonie, waarvan de economische macht de steun worden zal van de bedrijvigheid op nijverheidsgebied. De kosteloze leveringen van de hand wijzen, dat ware afzien van een rijkdom die met voordeel kan worden ten nutte gemaakt, dat ware de ontwikkeling der Kolonie vertragen en de toekomst van België op nijverheidsgebied in den weg staan.

Slechts zeer laat en met een uiterste gematigdheid, heeft de Regeering eene beslissing genomen. Op het Congres van de Internationale Kamer van Koophandel, heeft de verslaggever, M. S. Parker Gilbert, algemeen agent voor de Betaling der Schadevergoedingen en Voorzitter van het Vervoercomité, de hoop uitgedrukt dat de betalingen *in natura* een belangrijker rol zouden spelen in de vereffening der vergoedingen en, naar de dagbladen mededeelden, zou hij, wat de Belgische aanvragen betreft, de volgende inlichtingen hebben gegeven :

« Voor België, heeft een contract betrekking op het inrichten van een drijfdok en op het leveren van spoorwagematerieel voor Belgisch Congo ; een ander contract voorziet het bouwen van vijf en twintig barge kostende samen 2 1/2 miljoen goud-marken ».

Het ware te wenschen dat de heer Minister dienaangaande nadere inlichtingen gaf en aan de Kamer kennis gaf van de *politiek* welke hij op 't gebied der betalingen *in natura* volgen wil.

De fiscale wetgeving voor de Kolonie bevindt zich in een staat van echte verwarring. Ten gevolge van voorstellen welke werden voorgebracht en daarna ingetrokken, bestaat er twijfel aangaande de vraag te weten welke bepalingen al dan niet meer in werking zijn.

De Koloniale Keure heeft de scheiding gehuldigd van het actief en het passief der Kolonie en die van het Moederland en de eerste wetsbepalingen tot invoering van de belasting op het inkomen had het inkomen der koloniale ondernemingen gelijkgesteld met het inkomen buitenslands : het werd slechts bezwaard met een mobiele heffing van 2 t. h., naderhand opgevoerd tot 4 t. h.

De Regeering, na uitdrukkelijk te hebben bevestigd dat de koloniale ondernemingen ontsnappen aan de Belgische belastingswetten, is op die volstrekt gewettigde opvatting teruggekomen en zij wil thans op de Kolonie het Belgisch fiscaal stelsel toepassen.

Bedoelde voorstellen, over welker lot nog niet werd beslist, miskennen de belangen der Kolonie. Vooreerst komt het logisch voor, aan de Kolonie het belastingstelsel te laten dat haar eigen is en haar te dien einde eene wetgeving te schenken waarbij de ondernemingen van de vreemdelingen, zoowel als de ondernemingen van de Belgen kunnen getroffen worden. Indien het Belgisch recht de koloniale inkomsten moet belasten, zal het niet diegene treffen welke op de vreemdelingen van toepassing zijn en men zal voor hen eene bijzondere wetsbepaling moeten voorzien, hetgeen zij in strijd zullen achten met het gelijkheidsstelsel.

Vervolgens heeft men er alle belang bij het beleggen van kapitalen in Congo aan te moedigen en, te dien einde, komt het er op aan de inkomsten der schuldbrieven en de winsten welke een reservefonds uitmaken minder zwaar te belasten. De risico's in de Kolonie billijken meer voorzichtigheid.

De toekomst der ondernemingen moet verstevigd worden en daartoe moeten de winsten ruimschoots kunnen gebruikt worden. Door fiscale maatregelen dit vooruitzicht tegenwerken is hun toekomst verzwakken.

De heer Minister zal ongetwijfeld aan de fiscale kwestie een oplossing willen geven die strookt met de wenschen van de koloniale; dat vraagstuk kan geen afbreuk doen aan de belangen van het Moederland, dat in den voorspoed der kolonie een geldelijke verlichting vinden zal.

Maatschappelijke politiek.

De koloniale gedachten zijn vooruitgegaan in zulke mate dat zij de bezorgdheid om een maatschappelijke politiek te voeren op het voorplan hebben gebracht. De economische stormloop had haar ietwat uit het oog doen verliezen en thans staat de kolonie voor de geduchte kwestie van de ontwikkeling der bevolking.

De bevolking vermeerdert niet : ze gaat achteruit, zeggen de eenen ; anderen zeggen zelfs dat zij dreigt uit te sterven, indien er niet krachtadig opgetreden wordt. Een geleerde dokter heeft het dilemma in de volgende bewoordingen gesteld : « Ofwel stilstand der kolonie met de inlanders ; ofwel groote tijdelijke opbloei, gepaard met het verdwijnen der inlanders, d. w. z. met in 't vooruitzicht, een groote ramp om te eindigen ».

Men kan aannemen dat de gedachte wat al te bondig werd uitgedrukt om de aandacht op zich te vestigen. Dat belet niet dat zij buitengewoon ernstig is en dat het de miskennen zou zijn van de hooge zending der kolonisering, zoowel op menschlievend als op economisch gebied, indien men niet alle krachten inspande om het vraagstuk op te lossen.

De kolonials zelf hebben er het grootste belang bij en maken er zich thans erg om bezorgd. De door de Regeering aangestelde Commissie tot het bestudeeren van het vraagstuk van de arbeidskrachten onderzocht den toestand zeer grondig. Zij wijst op de verschillende oorzaken, waaronder de voornaamste zijn : het gebrek aan hygiëne en de weinig geordende aanwerving der arbeiders, met de ongunstige voorwaarden wat de verplaatsingen en de concentreering betreft.

Men mag zeggen dat, zoodra men de kwaal kent, men op den weg der genezing is. Men is dan ook het eens om een reeks maatregelen te treffen, welke met veel schrandtheid door de Commissie voor de arbeidskrachten werden aanbevolen : gezondheidsmaatregelen, inrichting van de aanwerving en het vervoer der arbeidskrachten, enz.

Het volstaat echter niet de bevolking te beschermen tegen de verschillende gevaren die hare ontwikkeling bedreigen, men moet verder gaan, ja, tot den maatschappelijken bijstand toe, die de bevolking helpt zich op economisch en zedelijk gebied te verheffen.

Het is een feit dat op de ervaring berust : zoodra het negerras in voeling komt met beschaafde volkeren schijnt het zijn vruchtbaarheid te verliezen ; doch, dat is niet zoo ; het volstaat hun levensvoorwaarden aan te passen bij het nieuwe regiem opdat de neger zich opnieuw vermenigvuldige met eene snelheid die soms gevaarlijk schijnt ; zoo spreekt men thans in Zuid-Afrika en in de Vereenigde Staten van het zwarte gevaar.

Het bewijs ervan is ook in Congo geleverd. Terwijl de kinderen bijna volkomen verdwijnen in de arbeiderskampen welke rondom de voornaamste steden tot stand zijn gekomen, zijn ze zeer talrijk rondom de zendingen.

In de hoofdij der Kisanu, welke bewoond is door de Zending der Paters Jesuiten, zijn er :

1	katholiek	gezin	met	10	kinderen	in	leven,
1	»	»		9	»	»	
4	katholieke	gezinnen	met	8	»	»	

8 katholieke gezinnen met 7 kinderen in leven.

20	»	»	6	»	»
51	»	»	5	»	»
53	»	»	4	»	»

zegge 138 katholieke gezinnen met 694 kinderen in leven ; en de andere katholieke huishoudens waren ten getale van 258 met 431 kinderen in leven.

Het is de heropleving van eene streek welke door de slaapziekte met den dood was bedreigd.

Gewis, het samenhoeken en de zedeloosheid zijn voor een groot deel de schuld van de tijdelijke onvruchtbaarheid ; doch, in 't binnenland, zijn het andere, bestendige oorzaken die hun schrikkelijken invloed doen gelden.

Wanneer de valide mannen in te groot aantal door de aanwerving aan hunne dorpen worden onttrokken heeft de voeding zelf er door te lijden. De jacht, de vischvangst, de landbouw hebben armen te kort om in de behoeften der gezinnen te voorzien en het openbaar leven ondergaat er den terugslag van.

Het is niet te betwijfelen dat de stikstofhoudende voedingsmiddelen ontbreken en de Gouverneur Generaal, de heer Lippens, zei terecht dat, wat meest in de Kolonie ontbreekt, versch vleesch is.

Men zou er kunnen bijvoegen dat het gebrek aan melk zich nog meer doet gevoelen ; en de gevolgen ervan zijn erbarmelijk wat de geboorte en de kindersterfte betreft.

Voorheen gebeurde het vaak dat het kind levend werd begraven met zijne moeder, wanneer deze kwam te overlijden kort na zijn geboorte. Men beschikte niet over de noodige melk voor de zuigelingen.

Thans brengt men den boorling soms te laat naar de zendingen die het opbrengen met de melk van het vee.

Darenboven heeft de bezorgdheid om in de behoeften van het zoogen te voorzien in de gezinnen praktijken doen tot stand komen, welke de geboorten doen verminderen ; de moeder, verplicht het kind te voeden, stelt uit het te spenen, tot dat het kind vast voedsel gebruiken kan ; zij leeft aldus gedurende drie of vier jaar van haar man gescheiden, wat voor gevolg heeft dat de geboorten zeldzamer zijn.

Om tegen die praktijken in te gaan moeten de economische voorwaarden veranderd worden en zoo komt het dat de zendingen overal de teelt van levensmiddelen en de veeteelt trachten te beoelenen. Dat voorbeeld werd met wel-slagen gevolgd door de groote nijverheidsvennootschappen, die boerderijen oprichten voor plantenkweek en veeteelt ; daarenboven komen, inzonderheid in Kalanga, machtige vennootschappen voor veeteelt tot stand, die zich niet zullen tevreden stellen met de voedselvoorziening van Congo, maar die Congo nog kunnen rijker maken door later een centrum te vormen voor het uitvoeren van vleesch.

Doch de toestand, wat de voeding betreft, zal in Congo eerst normaal worden, wanneer de inboorling zelf een zelfstandig voortbrenger zal worden.

Men moet hem ter zijde staan, door hem modern gereedschap te geven en door een samenwerking te doen ontstaan met de blanken die hem ter hulp kunnen

komen met de mechanische werktuigen voor ontginning en landbouw. De kolonisten die hem helpen, bewijzen hem den grootsten dienst en roepen eene beschikbaarheid van arbeidskrachten in 't leven welke zij voor hun eigen ondernemingen kunnen benuttigen. De samenwerking van kolonisten en inboorlingen kan de meest verschillende vormen aannemen, waar zij als grondslag zal kiezen ofwel de halfbouw, hetzij het wederkeering dienstbetoon, waardoor in onze landen de streken van kleine cultuur gekenmerkt zijn.

Tunisië werd gekoloniseerd dank zij het mgharçeacontract, waarbij de medewerking van de inlanders wordt benuttigd door hen een loon te verzekeren benevens de verdeeling van het eigendom in twee helften na de in bedrijfstelling ervan. Het ware te wenschen dat de verschillende formules van samenwerking ter studie werden gelegd en dat de toepassing ervan werd aangemoedigd.

De evolutie van de wilde volken kan vlug geschieden, op voorwaarde dat het juridische kader van het maatschappelijk leven zich aanpast bij het tot stand komen van de economische rijkdommen en mits deze te gebruiken voor het welzijn van het gezin.

De inlandsche samenleving van Congo berustte over 't algemeen op de vernieling van den rijkdom. Geen andere private eigendommen waren er dan de vrouwen, het vee en de voorwerpen van persoonlijk gebruik, zooals keukengerief, stoffen en meubelen. De rijkdom welke deze goederen uitmaakten was dikwijls een gevaar voor de bezitters er van. Naburige stammen dreigden ze met plundering; de fetisch-priesters legden er onder allerhande voorwendsels beslag op terwijl zij de eigenaars veroordeelden tot de doodelijke giftproef; meestendeels erfden de kinderen ze niet, daar zij werden ter zijde gesteld door hunne oomen van moederszijde; het achtergelaten bezit werd, met uitzondering van de vrouwen en het vee, op het graf van den overledene vernietigd.

Het was het stelsel van de stelselmatige verarming en van de algemeene ellende. Het sloot de krachtinspanning uit, evenals het sparen en het welzijn, die levensvoorwaarden moeten scheppen welke strooken met 's menschen waardigheid.

Om den weg van den vooruitgang te openen, moet men de economische voorwaarden en het maatschappelijk kader doen veranderen.

Tot dat besluit komen al degenen die op objectieve wijze de koloniale vraagstukken bestudeeren. Het is het besluit van de Koloniale afdeeling van het Katholiek Congres, te Mechelen, van 1909, van de Koloniale Dagen, in 1912 en van het bestendig comitee van de Koloniale Congressen, dat dezer dagen een ware onderhandeling uitgaf over de maatschappelijke politiek.

De evolutie, indien zij op stelselmatige wijze wordt in de hand gewerkt, kan een snel verloop hebben. Het Jaarboek van de Katholieke Zendingen in Congo voor 1924 levert er het bewijs van. Het geeft uitvoerige inlichtingen over de maatschappelijke bedrijvigheid van de verschillende zendingen en over de bekomen uitslagen, aldus het doel verwezenlijkend dat beoogd werd door de Maatschappij voor maatschappelijken bijstand in Congo, gesticht ten gevolge van de Koloniale Dagen in 1912, die in de Kolonie een vragenlijst had verspreid over de werken welke er fungeerden met het oog op de opbeuring van de inlanders.

Rondom de zendingen zijn er niet alleen scholen, verpleeghuizen, gasthuizen,

maar ook teelten van voedingsplanten, centrums van veeteelten, spaarkassen, werken voor moederzorg, voor melkvoorziening, gansch dat stel maatschappelijke inrichtingen die, zelfs in België, de arbeidersgezinnen en ook de beschaving ondersteunen, welker voordeel men insgelijks aan het negerras wil laten genieten.

Van heden af aan ziet men zelfstandige arbeiders ontstaan, evenals onafhankelijke landbouwers en veekweekers, die aan den inlandschen landbouw een machtiger stuw zullen geven en die den nauwen kring van de gewoonten en gebruiken, waardoor initiatief en vooruitgang omprangd en geworgd worden, zullen door stukspringen. Samen met de economische voorwaarden verandert ook het juridisch stelsel der gezinnen. De private eigendom begint stilaan de bestendigheid der gezinnen te bevorderen en zoo is het dat het Jaarboek van de katholieke zendingen wijst op het geval van huisvaders die zich er niet mede vergenoegen hun spaarpenningen op de spaarkas te storten, maar die ze gedeeltelijk rechtstreeks op naam van hun vrouw en van hun kinderen storten, aldus een ouderlijk erfdeel vormend, dat ontsnapt aan de vernieling of aan de bezitneming door de oomen van moederszijde, die naar de traditie erfgenaam zijn.

Men ziet dus dat allengskens in het inlandsch recht, het Europeesch recht binnendringt, dat beter strookt met den algemeenen voorspoed en welzijn van de gezinnen. Aldus vernieuwt zich de vreedzame verovering van Gallië door het Romeinsch recht, vertegenwoordigd door het Justiniaansch wetboek. Het nam plaats naast het barbaarsche recht, vertegenwoordigd door het Wetboek van Alarie, en het stilaan overheerschend, opende het den weg naar de beschaving.

Om die hervorming tot stand te brengen, is een aanhoudende actie noodig op de bedrijvigheid en de geestesgesteldheid der inlanders, die men moet nooden tot een hoogere levenswijze op zedelijk en maatschappelijk gebied. en eenparig bekend men thans dat de Belgische missionarissen goed geplaatst zijn om die ontzaglijke taak op zich te nemen.

Met hunne blanke medewerkers zijn zij meer dan duizend in getal, over gansch de Kolonie verspreid en zij steunen op zwarte handlangers die hun werking op de inlandsche gezinnen vertiendubbelen.

Andere Belgische groepeerings kwamen tot stand om de negers bij te staan : Het Roodkruis van Congo, de Bond der Koloniale vrouwen, het Nationaal Comité voor de verspreiding van het onderwijs in Congo, enz.

Men heeft er alle belang bij al die werken bij te staan met eene toelage in verhouding tot de belangrijkheid van elken dienst in 't bijzonder. Zij maken zooveel steunpunten uit tot handhaving der orde welke in Afrika bedreigd wordt door subversieve opvattingen zooals het Kibangisme; en zij handhaven ook de bovenhand van de Belgische gedachte in een vasteland, aan verschillende invloeden onderworpen, welke de inlanders soms geneigd zijn te beschouwen als uitingen van vreemde machten welke naast en boven het wettelijk gezag plaats nemen.

De Regeering, waar zij beslist de maatschappelijke actie steunt in hare verschillende factoren, zal haar het vermogen schenken om de krenkende gevolgen te verzachten welke de snelle economische doordringing nasleept en zal haar beter doen ten goede komen aan de opbeuring van den inlander. Zij zal aan de kolonisering een hooge menschlievende beteekenis geven.

Onze koloniale taak is een grootsche onderneming die meer en meer de medewerking van een keurkorps wettigt. De reis van Prins Leopold, zooals vroeger de reis van Prins Albert, vestigt de aandacht van de gezinnen, die voor hunne kinderen eene eervolle en nuttige loopbaan zoeken, op de kolonie. De wenschen en de genegenheid van heel het land volgen hem.

Het oogenblik schijnt gekomen om ter eere van de grootsche koloniale onderneming een monument op te richten dat Leopold II en zijn heldhaftige medewerkers waardig is, de Afrikaansche pioniers, de soldaten, de missionarissen, de ingenieurs, de handelaars en de industrieelen. Dit wil de Minister van Koloniën ten uitvoer brengen door eene algemeene geschiedenis te doen schrijven die al de zijden omvat van onze werking in Congo.

De Bijzondere commissie heeft de eer aan de Kamer voor te stellen, de begroting van het Moederland aan te nemen.

De Voorzitter-Verslaggever,

EM. TIBBAUT.

